



TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 09 décembre 2020

POUR UNE LIBERTÉ GLOBALE, CONTRE LA VIOLENCE SOCIALE !

Le Gouvernement poursuit sa fuite en avant vers plus de restrictions en matière de droits sociaux et de libertés fondamentales.

Le projet de loi sur la « sécurité globale » et son schéma de maintien de l'ordre sont de nouveaux outils répressifs au service d'une idéologie politique plus vaste. Celle-ci est contraire au progrès social et au « mieux vivre ensemble ».

Combattons-la ensemble !

▶ FACE AUX DÉRIVES AUTORITARISTES, FAISONS MASSE !

Malgré les restrictions sanitaires et l'impact économique et social, les citoyens se rassemblent massivement depuis plusieurs samedis contre ce qui constitue une étape supplémentaire contre la liberté de se déplacer, de contester, de se rassembler et d'agir. Le projet de loi dite « de sécurité globale », au-delà de matérialiser la fin des libertés d'informer et de s'exprimer, recouvre d'autres leviers qui répriment et interdisent, surveillent et condamnent. Le Gouvernement fait donc le choix de radicaliser ses positions alors même que la population subit déjà les affres d'une situation de confinement/déconfinement/reconfinement permanente, qu'elle vit aux rythmes des plans sociaux, du chômage partiel ou total et d'une stratégie gouvernementale délétère.

C'est pourquoi, il convient de réaffirmer que seul le rapport des forces, notamment construit avec les salariés, retraités, privés d'emploi, les lycéens et les étudiants sera à même d'inverser la tendance et créer les conditions d'une société apaisée et porteuse d'avenir.

▶ DES LOIS RÉGRESSIVES POUR IMPOSER LA CASSE SOCIALE

Réforme du système ferroviaire, de l'énergie, des retraites, de l'assurance chômage, projet de loi sur les séparatismes, sur la sécurité globale, décrets renforçant la possibilité de « fichier » les citoyens en fonction de leurs opinions politiques, sont, sans être exhaustif, les marqueurs du quinquennat Macron.

Ce Gouvernement ne vit que dans l'exacerbation de la crise sociale. Rarement un Exécutif aura brutalisé avec autant de conviction celles et ceux qui, au quotidien, font la Nation, dans sa pluralité, sa diversité et ses différences. Les violences, d'où qu'elles viennent, sont par nature difficilement acceptables. Cependant, la violence sociale dont fait preuve le Gouvernement ne doit bénéficier d'aucune complaisance.



Sous couvert d'une situation sanitaire certes préoccupante, le Gouvernement en profite cependant pour aller « au bout » de sa matrice politique en asséchant les ressources sociales, en exonérant le grand patronat de ses responsabilités et en contraignant la population à un recul des libertés individuelles et collectives.

Devrait-on accepter sans broncher cette stratégie « politico managériale » appliquée à la Nation française ? La Fédération CGT des Cheminots dit non !

► LIBERTÉS FONDAMENTALES : NON NÉGOCIABLES !

Dans les entreprises, y compris à la SNCF, les tentatives pour faire reculer l'exercice du droit de grève, la répression et la discrimination syndicales quotidiennes, l'absence de véritables négociations sur la base des revendications des salariés, la multiplication des sanctions, l'absence d'égalité professionnelle, le gel des salaires, les restructurations incessantes, sont en fait les briques d'un même mur : celui bâti par les tenants de l'ultra libéralisme qui entendent diriger par la force et contre celles et ceux qui produisent les richesses.

Cette vision, en cours dans les entreprises, est aussi largement répandue parce qu'elle est autorisée, voire portée par le Gouvernement.

La combattre, c'est aussi préserver notre liberté à contester. Cette liberté fondamentale n'a jamais été offerte. Elle a durement été acquise au prix de luttes sociales difficiles mais victorieuses.

La Fédération CGT des Cheminots entend poursuivre ce combat et refuse le discours ambiant qui laisserait à penser que la situation actuelle est inéluctable.

► CHEMINOTES ET CHEMINOTS : CITOYENNES ET CITOYENS !

Attachés au service public ferroviaire, nous œuvrons chaque jour à poursuivre notre mission dans des conditions souvent difficiles.

Les services publics sont souvent le dernier rempart en situation de crise. Ils assurent la cohésion de la Nation et la continuité de l'activité globale. Ils en sont le ciment et le stabilisateur. Toutefois, nous ne saurions accepter que la crise actuelle serve de prétexte à de nouveaux reculs sociaux et sociétaux, pas plus que nous accepterons qu'elle serve à déstabiliser de manière durable la SNCF, qui subit déjà les choix inconséquents de réformes successives qui ont des effets inacceptables sur le quotidien des cheminots et des usagers.

Tenter de réduire les capacités des citoyens à intervenir par des lois et décrets liberticides, c'est aussi tenter de réduire la capacité des cheminots à contester et imposer d'autres solutions que celles proposées jusqu'alors tant sur les sujets interprofessionnels que professionnels.

C'est pourquoi, la Fédération CGT invite les cheminotes et les cheminots à participer aux rassemblements et manifestations à venir pour le retrait du projet de loi dite « de sécurité globale », de même qu'elle les invite à prendre toute leur place dans le débat public qui s'instaure pour **une liberté globale et contre la violence sociale !**